



Communistes



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

06-12-2017

Macron livre le système de santé au capitalisme

Les dépenses totales de santé annuelles s'élèvent à 257 milliards d'euros, 12% du Produit Intérieur Brut de la France(PIB). La consommation de soins et de bien médicaux est évaluée à 198,5 milliards d'euros en 2016.

C'est un marché fabuleux, une source de profits que les entreprises capitalistes veulent s'approprier. Leur livrer totalement fait partie intégrante de l'objectif de Macron de soumettre l'ensemble de la société française aux exigences du capitalisme: le service public de santé soumis entièrement à la loi du profit et l'hôpital géré comme n'importe quelle entreprise privée. Le service public hospitalier, les soins et les traitements ne sont en définitive qu'une marchandise et la santé un vaste marché que le capitalisme veut entièrement dominer.

Depuis plus de 30 ans tous les gouvernements ont mis en place la politique exigée par le capital, une politique de recul de la Sécurité Sociale et de privatisation du système de santé :

Exonérations de cotisations sociales (salariales et patronales), la **CSG** , instaurée en 1991 par Rocard, 1er ministre socialiste F. de Mitterrand, un impôt qui n'a cessé d'augmenter : **97 milliards** en 2016, **99**

milliards en 2017, **120** milliards en 2018. Avec l'augmentation de la CSG de 1,7% pour les retraités, Macron poursuit la fiscalisation de la Sécurité sociale. Ajoutons, les économies imposées à hôpital public, leur obligation de rendement, la baisse des prestations sociales en matière de santé par toutes sortes de franchises, de participation forfaitaire, de forfait hospitalier, multiplication des déremboursements, etc., c'est la **disparition de la Sécurité Sociale programmée**.

Toutes les mesures de la Loi de Financement 2018 de la Sécurité Sociale livrent au secteur privé capitaliste tout ce qui peut être rentable au niveau de la santé (cf. Hebdo n° 531 et Journal n° 126 décembre 2017).

Macron étend la suppressions des cotisations patronales (aujourd'hui jusqu'à 1, 6 SMIC) 'à 2,5 smic! En programmant 4,2 milliards d'économie pour la Sécurité Sociale. En multipliant les déremboursements de médicaments, en augmentant le forfait hospitalier, en faisant payer de plus en plus les dépenses de santé par les malades, le gouvernement poursuit le désengagement de la Sécurité Sociale au profit des **mutuelles complémentaires** qui sont appelées à contribuer de façon décisive à la politique de santé : "*la mutualité se doit d'assumer un rôle de leadership et être le centre de gravité de la protection sociale en France*" (Thierry Beaudet, président la Fédération nationale de la Mutualité Française).

Le montant des cotisations des complémentaires santés est estimé à 5 milliards d€, détournés pour le privé et en moins pour la sécurité sociale !

La voie est ouverte aux assurances privées. Déjà en 1977, Yvon Chotard, vice président du CNPF¹ voulait "abolir, cette machine anonyme [la Sécurité Sociale] qui fait s'effondrer l'économie sous les charges et rendre rapidement l'édifice à une assurance privée efficace".

Le système de santé français repose sur la place centrale conférée à l'hôpital. Les multiples lois qui se sont succédées (Loi Hôpital Patient Santé Territoire, Loi Santé, etc.) vont toutes dans le même sens : des économies drastiques qui mettent en péril le système de santé,

1. Conseil National du patronat Français, en 1998 devient le Mouvement des Entreprises de France (Medef).

aggravent l'accès aux soins des plus précaires, réduisent l'offre de soins dans le service public et permettent au Privé de s'engouffrer dans le Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) par le biais de partenariats favorisés par l'Agence Régionale de Santé. L'ARS joue un rôle déterminant dans le financement des hôpitaux, dans l'organisation des soins, décide de fermer des services ou des établissements et impose des partenariats Public-Privé.

Le gouvernement met à la direction des hôpitaux des gestionnaires qui gèrent l'hôpital comme une entreprise privée. Exiger que les hôpitaux augmentent leur "rendement", réduire drastiquement leur budget c'est interdire l'accès à des soins de qualité pour tous, c'est la casse programmée de l'hôpital public.

Macron veut livrer la santé au capitalisme, à la recherche du profit maximum

Il ne faut pas les laisser faire. Le système français de santé, avec la Sécurité Sociale est une conquête du peuple. "Seule la gestion par les travailleurs de leur système social garantira le droit à la santé pour tous" (A. Croizat, Ministre du travail à la Libération).

Seule la lutte unie des salariés de notre pays permettra le maintien d'un système de santé pour tous. Les moyens existent pour développer un système public de soins répondant aux exigences du 21^{ème} siècle, une Sécurité Sociale solidaire qui réponde aux besoins vitaux de la population de notre pays.

Il faut récupérer les richesses produites par les travailleurs et accaparés par le patronat capitaliste.